

cette question une étude qui serait soumise à l'examen des gouvernements. On peut donc conclure qu'en 1975, la réunion des chefs d'État a prouvé, une fois de plus, la souplesse et l'efficacité du Commonwealth en tant qu'organisme de coopération apte à résoudre les divers problèmes auxquels font face les États membres et l'ensemble de la communauté internationale.

Le groupe d'experts du Commonwealth, constitué de dix membres (dont le haut-commissaire du Canada à la Barbade, M. L.A.H. Smith) et placé sous la présidence de M. Alistair McIntyre, secrétaire général de la Communauté des Caraïbes, s'est réuni à Ottawa en juillet pour préparer le rapport intérimaire qui devait être soumis à la réunion annuelle des ministres des Finances du Commonwealth, tenue à Georgetown, en Guyane, du 25 au 28 août. Le rapport, intitulé «Vers un nouvel ordre économique international», porte essentiellement sur les mesures destinées à réduire les écarts économiques et susceptibles d'être réellement et rapidement appliquées. Le Canada était représenté à la réunion des ministres des Finances à la fois par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et par le ministre des Finances. Dans une allocution qu'il a prononcée à la réunion, M. MacEachen a parlé de la nécessité de «porter l'esprit de Georgetown aux capitales nationales et aux réunions internationales pour faciliter la formulation des politiques et la conduite des négociations visant, en fin de compte, à réaliser le mandat de Kingston». Les ministres ont loué le rapport intérimaire; voyant en celui-ci un outil précieux dans l'établissement d'un dialogue constructif et d'une unanimité en ce qui concerne le secteur critique des relations économiques internationales, ils en ont fait don à la communauté internationale à titre de document officiel de la septième session spéciale de l'ONU. (Devant cette tribune plus vaste, le document a joué un rôle utile dans l'atténuation de l'affrontement entre pays producteurs et pays consommateurs.) Par ailleurs, la réunion des ministres des Finances a été l'occasion d'utiles entretiens sur la récession économique mondiale, la réforme monétaire internationale, le transfert des ressources et les programmes de coopération fonctionnelle du Commonwealth. Décembre marqua le début d'une autre série de réunions pour le groupe d'experts qui devait terminer ses études et préparer un rapport final.

S'il est vrai qu'en 1975, la réunion des chefs d'État de Kingston et la réunion des ministres des Finances de Georgetown aient constitué les rencontres les plus marquantes qui se soient tenues dans le cadre du Commonwealth, ce dernier a donné lieu à d'autres réunions importantes, gouvernementales et non gouvernementales; ces réunions se chiffrent à 50, dont 27 se sont déroulées dans le cadre gouvernemental. À la suite des consultations entre membres du Commonwealth qui ont marqué la *Conférence mondiale sur l'alimentation de 1974*, une réunion spéciale de ministres du Commonwealth a eu lieu à Londres, du 4 au 12 mars, à propos de la production alimentaire et du développement rural. Ces entretiens détaillés ont permis de déterminer quelles initiatives pourraient être prises dans le cadre du Commonwealth pour accroître la production alimentaire et accélérer le développement rural. Cette réunion des ministres, à laquelle a assisté le SEAE, symbolise un fait nouveau, à savoir la volonté, tant des pays développés que des pays en voie de développement du Commonwealth, de produire suffisamment d'aliments et d'offrir un niveau de vie acceptable aux populations rurales. Dans un cadre semblable, le travail précieux des bureaux agricoles du Commonwealth a été examiné à une conférence de révision tenue en Grande-Bretagne en juillet.

La deuxième réunion annuelle du Conseil pour les affaires de la jeunesse du Commonwealth, organisme directeur du Programme pour la jeunesse du Commonwealth, a eu lieu à Nairobi, au Kenya, en avril. La réunion a donné naissance à un groupe, présidé par le Dr André Renaud (Secrétariat d'État du Canada) qui a été chargé de passer en revue les trois premières années d'application du programme et d'examiner ses exigences premières ainsi que ses relations avec d'autres programmes du Commonwealth et d'autres programmes internationaux. Le rapport du groupe sera soumis aux gouvernements avant la rencontre, en 1976, du Conseil pour les affaires de la jeunesse du Commonwealth. En septembre, un troisième centre régional du Commonwealth pour l'étude du travail effectué auprès de la jeunesse a été ouvert à Chandigarh, en Inde. Parmi les autres activités du Programme de la jeunesse du Commonwealth pour 1975 notons, entre autres, un colloque régional sur «la femme dans les années